



HAL
open science

Les opérations de paix conduites par les organisations régionales euro-atlantiques en 2018

Delphine Deschaux-Beaume Deschaux-Dutard

► **To cite this version:**

Delphine Deschaux-Beaume Deschaux-Dutard. Les opérations de paix conduites par les organisations régionales euro-atlantiques en 2018. *Paix et sécurité européenne et internationale*, 2019, 12, pp.67-81. 10.61953/psei.980 . hal-02045504

HAL Id: hal-02045504

<https://hal.science/hal-02045504v1>

Submitted on 17 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les opérations de paix conduites par les organisations régionales euro-atlantiques en 2018

Delphine Deschaux-Dutard

Maître de conférences à l'Université de Grenoble-Alpes,
membre du CESICE

I. Introduction

L'année 2018 s'est illustrée par un niveau de conflictualité important dans le monde, venant démontrer à la fois les limites et la nécessité du maintien de la paix internationale. L'ONU demeure, malgré ses apories (notamment en Syrie et au Yémen), l'organisme le plus fondamental dans ce processus. Pour autant, l'organisation ne disposant pas de forces militaires propres, elle doit régulièrement s'appuyer sur les Etats ou sur des organisations de sécurité régionales, telles que l'OTAN, l'Union Européenne ou l'OSCE qui nous intéressent ici, afin de gérer et exécuter un nombre croissant d'opérations de paix¹. Serons ici d'abord rappelées les opérations de paix conduites par l'OTAN, puis celles conduites par l'Union Européenne et enfin celles conduites par l'OSCE. Ces trois organisations de sécurité régionale sont appelées de façon croissante à travailler en coordination sur le terrain, tantôt simultanément (comme dans le cas de la lutte contre la piraterie maritime ou en Afghanistan pour l'OTAN et l'UE par exemple, ou sur le terrain kosovar pour l'OTAN, l'UE et l'OSCE) ; soit de façon séquentielle (OTAN puis UE en Bosnie par exemple).

II. Les opérations de paix de l'OTAN²

En 2018, l'OTAN a conduit six opérations et missions de paix différentes tant par leur mandat que par leur géographie, en Afghanistan, au Kosovo, en Méditerranée, en Irak, dans le ciel balte et en soutien à l'Union Africaine. L'OTAN s'implique également dans la lutte contre la piraterie maritime dans le Golfe d'Aden, en partenariat avec l'Union Européenne notamment, et dans la lutte contre le terrorisme.

II.1. L'OTAN en Afghanistan : la mission *Resolute Support*

Suite à la fin de l'opération militaire de l'OTAN en Afghanistan (FIAS) (autorisée initialement par la résolution 1386 (2001) du Conseil de sécurité) et au départ de la majorité des troupes de la coalition fin 2014, l'Organisation a néanmoins souhaité maintenir une assistance aux forces de sécurité locales afghanes à travers la mise en œuvre, depuis janvier 2015, de la mission Soutien Déterminé (*Resolute Support*). Cette mission a pour base légale le *Status of Forces Agreement* (SOFA) du 30 septembre 2014 ratifié par le parlement de Kaboul le 27 novembre 2014, ainsi que sur la résolution 2189 du Conseil de Sécurité de l'ONU approuvée à l'unanimité le 12 décembre 2014. Commandée par le général John Nicholson et

¹ Même si en pratique, les plus gros contingents déployés dans le cadre des OMP en général sont issus des Casques Bleus de l'ONU.

² Pour un rappel du rôle de l'OTAN dans le maintien de la paix contemporain, cf. Delphine Deschaux-Dutard, « Les opérations de paix conduites par les organisations régionales de sécurité euro-atlantiques en 2014-2015 », 32 pages, in *Paix et Sécurité Internationale et Européenne*, Revue électronique, mai 2016, <http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=897>

le représentant civil de l'OTAN Ismail Aramaz, l'opération rassemble près de 16 910 hommes issus de 41 Etats (pays membres et partenaires de l'OTAN) en 2018³. Elle a pour mandat de former, conseiller et assister les forces de défense et de sécurité nationales afghanes (ANDSF) en partenariat avec le gouvernement afghan et la mission des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Lors du sommet de l'OTAN à Varsovie en juin 2016, les pays membres de l'OTAN et leurs partenaires avaient réaffirmé le soutien de l'Alliance atlantique à l'Afghanistan en proposant notamment de :

- Maintenir la mission *Resolute Support* au-delà de 2016 afin de continuer d'offrir formation, conseil et assistance aux institutions de sécurité afghanes, y compris la police, les forces aériennes et les forces d'opérations spéciales.
- Continuer de fournir des contributions nationales pour le soutien financier dans la durée, des forces de défense et de sécurité nationales afghanes, et ce jusqu'à la fin 2020.
- Renforcer et améliorer le partenariat durable entre l'OTAN et l'Afghanistan qui a été établi au sommet de Lisbonne, en 2010, afin de développer le partenariat à long terme, y compris au travers du dialogue politique et de la coopération pratique.

Ces dispositions ont été reconduites par les chefs des Etats-membres de l'OTAN lors de leur rencontre à Bruxelles en juillet 2018, qui a permis d'accueillir la contribution de deux nouveaux partenaires : les Émirats arabes unis et le Qatar⁴.

L'Afghanistan préoccupe tout spécialement le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, qui a dû déplorer la mort de 3 soldats de l'OTAN en novembre 2018 dans une série d'attentats. Les attentats sont en effet en recrudescence en Afghanistan ces derniers mois, comme en témoigne tragiquement la série d'attentats meurtriers qui ont frappé le pays plusieurs fois à l'été et l'automne 2018, portant le nombre de victimes d'attentats à plus de 5000 dans le pays. Il s'agit, pour l'ONU, du pire bilan depuis une dizaine d'années. Jens Stoltenberg a insisté fin 2018 sur la nécessité de maintenir la mission *Resolute Support* sur le terrain, craignant que l'Afghanistan ne devienne un refuge pour les combattants de Daesh défaits en Syrie et en Irak⁵.

II.2. L'OTAN au Kosovo : la KFOR

Depuis le 10 juin 1999, l'OTAN conduit une opération de stabilisation et de maintien de la paix au Kosovo, la KFOR⁶.

Forte de près de 4000 soldats issus de 28 Etats participants (dont 8 Etats partenaires non-membres de l'OTAN : Arménie, Autriche, Finlande, Irlande, Moldavie, Suède, Suisse, Ukraine) fin 2018 cette mission est commandée depuis le 28 novembre 2018 par le général italien Lorenzo D'Addario⁷. Son quartier général est basé à Pristina et cette force relève d'une chaîne de commandement unique, placée sous l'autorité du commandant de la Force (COMKFOR, le général Salvatore Cuoci). En outre, l'OTAN a affirmé son soutien à l'accord de normalisation conclu en 2013 entre Belgrade et Pristina sous les auspices de l'Union européenne, et la KFOR se tient prête à appuyer la mise en application de cet accord.

Un élément pourrait néanmoins venir troubler la relative stabilité du Kosovo : son désir affirmé en novembre 2018 de se doter d'une armée kosovare. Le parlement kosovar a en effet

³ https://www.lepoint.fr/monde/l-otan-redoute-l-installation-d-un-califat-par-l-ei-en-afghanistan-05-12-2018-2277005_24.php Consulté le 17/01/2019.

⁴ https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_113694.htm Consulté le 17/01/2019.

⁵ https://www.lepoint.fr/monde/l-otan-redoute-l-installation-d-un-califat-par-l-ei-en-afghanistan-05-12-2018-2277005_24.php Consulté le 17/01/2019.

⁶ Pour une présentation détaillée de la KFOR, cf. Delphine Deschaux-Dutard, art. cit.

⁷ <https://shape.nato.int/ongoingoperations/nato-mission-in-kosovo-kfor-> Consulté le 17/01/2019.

voté le 14 décembre 2018 en faveur de la création d'une armée nationale afin de pouvoir affirmer sa souveraineté et espérer une reconnaissance internationale. Cette armée d'environ 5000 hommes dotée d'un budget de 57 millions prévus pour 2019 a d'ailleurs provoqué la colère de la Serbie, et divise les membres de l'OTAN, dont plusieurs ne reconnaissent pas l'indépendance kosovare. Jens Stoltenberg s'est d'ailleurs montré très réservé concernant cette initiative, qui va contraindre l'OTAN à réévaluer son niveau d'engagement au Kosovo⁸.

II.3. L'OTAN et la surveillance en Méditerranée

Dès le lendemain des attentats du 11 septembre 2001, les Etats-membres de l'OTAN ont décidé de mettre en œuvre une mission de lutte contre le terrorisme en Méditerranée sous le nom d'*Active Endeavour*. Depuis le 9 novembre 2016, cette opération a été remplacée par l'opération *Sea Guardian*. D'amplitude limitée, cette nouvelle opération associe surveillance navale par les navires de l'OTAN, contre-terrorisme et aide au développement des capacités navales régionales. Si les Etats-membres le décident, ce qui n'est pour l'instant pas d'actualité, elle pourrait également être amenée à exécuter d'autres tâches comme la protection de la liberté de navigation, des opérations d'interdiction maritime et la protection d'infrastructures critiques. Il s'agit également pour l'OTAN d'apporter un support, si nécessaire, à l'UE dans le cadre de l'opération européenne Sophia. Elle offre en outre un cadre propice à la mutualisation des besoins et à l'échange d'informations avec l'UE. L'opération *Sea Guardian* n'est pas placée sous le cadre juridique de l'article 5 (défense collective) du Traité de Washington, mais elle pourrait avoir une composante 'Article 5' si le Conseil de l'Atlantique Nord le décidait dans le futur.

Cette opération est commandée depuis l'*Allied Maritime Command Headquarters* (MARCOM) installé à Northwood au Royaume-Uni. Depuis le 7 septembre 2018, la mission *Sea Guardian* s'est enrichie de la contribution des forces navales croates et britanniques. 151 navires ont ainsi été interpellés dans cette zone⁹. La dernière patrouille focalisée (*Focused Operation*) a été conduite entre le 21 novembre et le 12 décembre 2018 sous le commandement du capitaine grec Christos Deyannis, avec un vaisseau amiral de la marine grecque (HS Navarinon) et un bâtiment de la marine bulgare (BGS DRAZKI)¹⁰.

II.4. L'OTAN, soutien de l'Union Africaine

Depuis juin 2007, l'OTAN apporte un appui à la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) qui se traduit matériellement par un soutien en matière de transport aérien aux troupes de maintien de la paix de l'UA. À la suite de nouvelles demandes de l'UA, le Conseil de l'Atlantique Nord a décidé de prolonger le soutien de l'OTAN en 2015. Par ailleurs, l'OTAN apporte également son soutien à la Force africaine en attente. Cette mission continue en 2018¹¹. Des entretiens d'état-major entre l'OTAN et l'UA ont également été organisés le 6 juin 2018 afin de définir une liste commune de besoins à établir pour l'année à venir.

⁸ https://www.lemonde.fr/international/article/2018/12/14/le-kosovo-se-dote-d-une-armee-pour-affirmer-sa-souverainete_5397610_3210.html Consulté le 17/01/2019.

⁹ Voir <https://www.mc.nato.int/missions/operation-sea-guardian/focused-operations-naval-forces.aspx> Consulté le 27/02/2018.

¹⁰ <https://mc.nato.int/missions/operation-sea-guardian/focused-operations-force-composition.aspx> Consulté le 17/01/2019.

¹¹ Il a été impossible à l'auteur de trouver des chiffres et effectifs précis pour cette mission, malgré des recherches poussées.

II.5. L'OTAN et sa mission de police du ciel

Cette mission de police du ciel fait partie de la mission globale de défense aérienne et antimissile de l'OTAN, datant de 1961 à l'origine. Elle s'inscrit dans le cadre de la mission de défense collective de l'Alliance atlantique et vise à la protection de l'espace aérien de l'OTAN.

La mission de police du ciel *Baltic Air Policing* a été instaurée en 2004, pour protéger l'espace aérien des trois pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie). A travers sa mission de police du ciel, l'Alliance atlantique vise à détecter, suivre et identifier les violations et transgressions de l'espace aérien de ses membres. Des avions de combat alliés réalisent ainsi des patrouilles dans l'espace aérien des pays de l'Alliance qui ne possèdent pas leurs propres chasseurs, comme les pays baltes tout particulièrement. Il est très difficile (voire impossible) de trouver des chiffres précis sur les effectifs dédiés à cette mission. Seize pays y contribuent activement depuis 2004. Depuis le 5 juin 2018, le Monténégro (qui a rejoint l'OTAN en juin 2017) bénéficie également de cette mission à travers la protection assurée par des avions italiens et grecs. La Roumanie a également bénéficié de cette mission avec l'aide d'avions canadiens en 2018¹². La France a, pour sa part, assuré cette mission pendant quatre mois (mai-août) en 2018 avec une centaine d'aviateurs et quatre Mirages 200-5 du Groupe de Chasse ½ Cigognes dans le ciel estonien.

II.6. La mission de formation de l'OTAN en Irak (NMI)

Lors du sommet de l'Alliance atlantique à Bruxelles en juillet 2018, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN ont décidé de répondre à la requête du gouvernement irakien par l'envoi d'une mission de formation et de soutien à destination des forces irakiennes (la NMI)¹³. Déployée depuis octobre 2018 et commandée par le major-général canadien Dany Fortin, cette mission a pour objectif de former les forces irakiennes à lutter contre la résurgence de forces terroristes (comme celles de Daesh entre autres) à travers la lutte contre les engins explosifs improvisés notamment, de renforcer les relations civilo-militaires en Irak et de créer des écoles militaires afin de professionnaliser davantage les forces armées irakiennes. Un budget de 1.13 millions de dollars lui a été alloué pour 2018 et elle devrait s'appuyer sur une centaine de formateurs au moins¹⁴.

Au regard de l'importance de son engagement militaire dans le monde dans des domaines de plus en plus divers de la sécurité internationale, l'OTAN continue d'apparaître comme un acteur fondamental des opérations de paix en 2018 avec près de 18 000 soldats déployés entre ses différentes missions.

III. Les opérations de paix de l'Union Européenne

Depuis le début des années 2000, l'Union Européenne a lancé une politique européenne de défense (PESD devenue PSDC avec le Traité de Lisbonne), et elle s'implique dans un nombre important d'opérations militaires, civilo-militaires et de missions civiles. En 2018, l'UE conduit 15 missions au total, dont 6 opérations militaires et 10 civiles. Nous les présentons en

¹² <http://www.air-cosmos.com/roumanie-le-canada-se-joint-a-la-mission-de-police-du-ciel-114201> Consulté le 17/01/2019.

¹³ <https://shape.nato.int/resources/3/images/website/factsheet-NMI-en.pdf> Consulté le 17/01/2019.

¹⁴ https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_2018_07/20180709_1807-backgrounder-NTCB-Iraq-en.pdf Consulté le 17/01/2019.

suyvant un classement en fonction de leur zone géographique, des plus proches aux plus lointaines par rapport à l'espace géographique de l'UE. Deux zones géographiques sont plus spécifiquement concernées : les Balkans et plus encore l'Afrique (11 opérations et missions concomitantes en 2015-2016).

III.1. Les opérations et missions de l'UE dans les Balkans

Dès le début des années 2000, les Balkans constituent un véritable laboratoire pour la politique de défense de l'UE (PSDC), dans lequel l'UE déploie des opérations de paix et des missions civiles.

III.1.1. L'opération EUFOR Althea, en Bosnie-Herzégovine (Mission militaire)

Cette opération militaire de l'UE constitue une de ses plus importantes missions. En Bosnie, l'UE a pris la relève de l'opération SFOR conduite par l'OTAN entre 1996 et 2004.

Reconduite le 6 novembre 2018 sur la base de la résolution 2443 de l'ONU et forte en 2018 de 600 soldats issus de 19 Etats, dont 5 Etats partenaires (Albanie, Chili, République de Macédoine, Suisse et Turquie), l'opération Althea est commandée depuis mars 2018 par le général autrichien Martin Dorfer (commandant de l'opération) et le général hongrois Gabor Horvath (commandant de la force). Les coûts communs de l'opération s'élèvent à 10,2 millions d'euros financés par le biais du mécanisme européen Athéna¹⁵.

III.1.2. La mission EULEX Kosovo (Mission civile)

L'engagement de l'UE dans les Balkans se traduit également par une mission civile de renforcement de l'Etat de droit, déployée au Kosovo depuis 2008. La mission EULEX Kosovo est la plus importante mission civile jamais lancée par l'Union Européenne et elle a fêté ses 10 ans en 2018. Composée de 800 personnels (juges, procureurs, policiers et douaniers) internationaux et locaux issus des 28 Etats-membres et de 5 Etats partenaires (Canada, Etats-Unis, Norvège, Suisse et Turquie), elle est placée sous la direction d'Alexandra Papadopoulou. Opérant sur la base légale de la décision 2008/124/PESC du Conseil de l'UE amendée par la décision 2014/349/PESC, la mission EULEX s'appuie également sur la résolution 1244 du Conseil de sécurité adoptée le 10 juin 1999 sous Chapitre VII, autorisant le déploiement d'une force internationale au Kosovo. Son mandat a été revu par le Conseil (décision PSDC 2018/856) le 8 juin 2018. Plus précisément, la mission EULEX a vu s'éteindre son mandat exécutif judiciaire et est désormais recentrée depuis le 14 juin 2018 sur :

- Le suivi de certaines affaires et certains procès devant les institutions de la justice civile et pénale du Kosovo
- Le suivi, l'encadrement et le conseil aux services correctionnels du Kosovo
- Le soutien à la mise en œuvre des accords résultant du dialogue mené grâce à la médiation de l'UE en vue de la normalisation des relations entre la Serbie et le Kosovo.

Ce mandat révisé court jusqu'au 15 juin 2020. La mission est dotée d'un budget de 169.8 millions d'euros sur la période juin 2018-juin 2020¹⁶.

¹⁵ http://www.euforbih.org/eufor/images/pdfs/Mission_Factsheet.pdf Consulté le 17/01/2019.

¹⁶ <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2018/06/08/eulex-kosovo-new-role-for-the-eu-rule-of-law-mission/> Consulté le 17/01/2019.

III.2. Les missions de l'UE en Europe centrale et orientale

L'Union Européenne développe deux missions civiles en Europe centrale et orientale et une mission civile en Asie centrale, en Afghanistan.

III.2.1. La mission EUBAM Moldavie Ukraine (Mission civile)

La mission d'assistance de l'Union européenne pour une gestion intégrée des frontières de la Moldavie (EUBAM) a été lancée le 30 novembre 2005 sur la demande des présidents moldave et ukrainiens par la décision 2005/776/PESC du Conseil qui a modifié le mandat du représentant spécial de l'UE en Moldavie. Cette mission fait suite au mémorandum d'accord signé entre les deux Etats le 7 octobre 2005 visant pour les deux pays à améliorer la gestion de leur frontière commune et prévenir les trafics, la contrebande et la fraude. Cet accord s'inscrit dans le prolongement du contexte de tensions internes traversées par la Moldavie dans les années 1990 avec les tentatives séparatistes conduites par l'une de ses régions, la Transnistrie, connue pour être un important foyer de trafic d'armes et de marchandises illicites. Cette mission s'inscrit non pas dans le cadre de la Politique de Sécurité et de Défense Commune de l'UE, mais plutôt de la politique européenne de voisinage. Elle est basée à Odessa et repose sur cinq bureaux locaux sur la frontière moldavo-ukrainienne. Forte de 132 experts, dont 50 experts européens issus de 11 Etats-membres placés sous l'autorité du chef de mission, Slawomir Pichor¹⁷, la mission EUBAM a été prorogée cinq fois, dont la dernière fois en 2017, pour durer jusqu'au 30 novembre 2020.

III.2.2. La mission EUMM Géorgie (Mission civile)

La mission EUMM (EU Monitoring Mission) en Géorgie est une mission d'observation lancée par l'UE le 15 septembre 2008 sur base légale de la décision PESC 2008/736. Cette mission civile a pour mandat d'observer la situation sur place, suite au cessez-le-feu qui est venu mettre un terme au conflit entre la Géorgie et la Russie. Le Conseil européen a prorogé de deux ans la mission de l'UE en Géorgie le 3 décembre 2018 pour la déployer jusqu'au 14 décembre 2020.

La mission EUMM Géorgie est dirigée par l'ambassadeur Erik Høeg et déploie 200 observateurs civils issus de l'ensemble des Etats-membres de l'UE. Elle est dotée d'un budget de 38.2 millions d'euros en 2018¹⁸.

III.2.3. La mission EUAM Ukraine (Mission civile)

La mission de l'UE en Ukraine a pour base légale la décision du Conseil 2014/486, adoptée le 22 juillet 2014 dans le cadre de la PSDC. Par la suite, le 17 novembre 2014, le ministre ukrainien des Affaires étrangères et la Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires Etrangères, Federica Mogherini, ont signé l'Accord sur le statut de la Mission (SOMA) entre l'Ukraine et l'UE, qui a permis le déploiement de la mission EUAM sur le territoire ukrainien à partir de novembre 2014.

Il s'agit d'une mission civile non armée, dont le mandat consiste en l'assistance et la fourniture de conseil aux forces de sécurité ukrainiennes, ainsi qu'en l'assistance en matière de renforcement de l'Etat de droit. La mission se compose en 2018 de 306 personnels, pour moitié ukrainiens, et pour l'autre moitié issus de 23 Etats-membres de l'UE et 2 pays

¹⁷ <http://eubam.org/who-we-are/> Consulté le 17/01/2019.

¹⁸ https://eumm.eu/data/image_db_innova/EUMM%20Factsheet%20ENG%202018%20December.pdf
Consulté le 17/01/2019.

partenaires (le Canada et la Norvège), tous placés sous la direction du chef de mission Kęstutis Lančinskas¹⁹. La mission est dotée d'un budget initial de 33,8 millions d'euros pour la période courant de décembre 2018 à mai 2019²⁰. Elle a étendu sa coopération avec le parlement ukrainien en signant avec lui un protocole d'accord concernant tous les sujets législatifs relatifs à la réforme du secteur de la sécurité en décembre 2018.

III.3. Les opérations et missions de l'UE en Afrique

En 2018, l'UE conduit 9 missions civiles et militaires simultanées sur le continent africain.

III.3.1. L'opération EUTM République Centrafricaine (Mission militaire)

L'UE conduit en 2018 une mission dans des pays d'Afrique centrale, plus précisément en République Centrafricaine).

Dans la continuité de la mission précédente de l'UE en République centrafricaine et en collaboration avec la mission de l'ONU sur place (MINUSCA), l'UE a mis sur pied la mission EUTM RCA le 19 avril 2016 (Décision (PESC) 2016/610 du Conseil du 19 avril 2016 relative à une mission militaire de formation PSDC de l'Union européenne en République centrafricaine). Le mandat de cette opération consiste à soutenir et former les forces armées centrafricaines dans le contexte de la réforme du secteur de la sécurité, en RCA. Il s'agit en effet dans le cadre de la mission européenne de conduire les forces armées centrafricaines à devenir des forces armées démocratiques, ethniquement mélangées et responsables. En outre, trois priorités ont été définies par le Conseil européen en concertation avec les autorités centrafricaines : une activité de conseil stratégique au ministère de la défense, au personnel militaire et aux forces armées de la RCA ; un enseignement dispensé aux officiers et sous-officiers des FACA et des formations destinées aux FACA. Elle a permis de former plus de 3400 soldats centrafricains depuis 2016. La mission a été prorogée par le Conseil le 30 juin 2018 jusqu'au 19 septembre 2020. Elle est dirigée par le général portugais Herminio Maio qui dispose en 2018 de 187 hommes issus de 8 Etats-membres et trois Etats tiers (Bosnie, Serbie et Géorgie) et d'un budget de mission de 25.4 millions d'euros pour la période septembre 2018-septembre 2020²¹.

III.3.2. L'action de l'UE en Méditerranée²²

L'UE conduit aussi en 2016 deux opérations de paix en Méditerranée, l'une civile en Lybie, l'autre militaire en mer Méditerranée.

III.3.2.1. L'opération EUBAM Libye (Mission civile)

La mission d'assistance de l'Union européenne pour une gestion intégrée des frontières en Libye (EUBAM Libye) trouve son origine dans le contexte qui suit la crise libyenne de 2011. Le Conseil européen a décidé le 22 mai 2013 de lancer la mission civile EUBAM dans le cadre de la PSDC. Son mandat consiste à aider les autorités libyennes à renforcer la gestion

¹⁹<http://www.euam-ukraine.eu/our-mission/about-us/> Consulté le 1/03/2018.

²⁰ http://www.euam-ukraine.eu/wp-content/uploads/files/Factsheet_ENG_2_06_18.pdf Consulté le 17/01/2019.

²¹ https://cdn3-eeas.fpfis.tech.ec.europa.eu/cdn/farfuture/oWW4cCke44VgQmYO_aESkDi9SN6UKE2kM8lwiJ6CZEI/mtime:1546853653/sites/eeas/files/181218_mission_factsheet_eutm_rca_sep18.pdf Consulté le 17/01/2019.

²² Mais intéressant le continent africain.

des frontières ainsi que la sécurité des frontières terrestres, maritimes et aériennes. Conformément aux conclusions du Conseil des affaires étrangères du 19 avril 2016 et aux conclusions du Comité politique et de sécurité du 11 mai 2016, la mission est chargée de conduire la planification en vue d'une éventuelle future mission PSDC civile visant à soutenir le gouvernement libyen d'entente nationale à sa demande²³. Ce mandat a été révisé par le Conseil le 17 décembre 2018 pour faire d'EUBAM Libye une mission entièrement civile désormais, coopérant étroitement avec la mission de l'ONU sur le terrain et visant à soutenir la transition démocratique libyenne. Le mandat révisé est prorogé jusqu'au 30 juin 2020. La mission est dotée d'un budget de 61,6 millions d'euros en 2019-2020, et placée sous le commandement du commissaire de police italien Vincenzo Tagliaferri basé à Tripoli²⁴.

III.3.2.2. L'opération EUNAVFORMED (Sophia) (Mission militaire)

L'opération Sophia est une opération militaire maritime de l'UE en Méditerranée, qui s'inscrit dans le cadre de l'approche globale européenne concernant les questions migratoires. Lancée sur la base de la décision PESC/015/778 du Conseil le 18 mai 2015, cette mission a deux objectifs principaux : la formation des garde-côtes libyens et de la marine libyenne, et une contribution à la mise en œuvre, en haute mer, au large des côtes libyennes, de l'embargo des Nations unies sur les armes, conformément aux résolutions 2292 (2016) et 2357 (2018) du Conseil de sécurité. Le 21 décembre 2018, le Conseil a prorogé le mandat de cette opération jusqu'au 31 mars 2019.

Commandée depuis Rome par le vice-amiral Enrico Credendino, l'opération Sophia, avec 27 Etats membres participants, est dotée d'un budget de 11.82 millions d'euros, auquel il faut ajouter les coûts afférents pour les Etats participants (frais de personnel et moyens militaires). L'opération Sophia s'appuie sur 3 navires et 8 moyens aériens²⁵.

III.3.3. L'action de paix de l'UE au Sahel

L'implication de l'UE en matière de maintien de la paix et de prévention des conflits se traduit également par un engagement relativement important dans le Sahel depuis 2011.

III.3.3.1. La mission EUCAP Sahel Niger (Mission civile)

La mission EUCAP Sahel Niger a été mise en place, à la demande du gouvernement nigérien, sur la base de la décision 2012/392/PESC du Conseil de l'UE du 16 juillet 2012 (amendé le 22 juillet 2014 par la décision 2014/482/PESC). Cette mission civile, développée dans le cadre de la politique européenne de défense (PSDC), a pour mandat d'améliorer les capacités des forces de sécurité nigériennes pour lutter de manière efficace contre le terrorisme et la criminalité organisée dans la région. Le 18 septembre 2018 le Conseil européen avait prorogé la mission jusqu'au 30 septembre 2020, et a adopté un budget de mission à hauteur de 63.4 millions d'euros pour 2018-2020²⁶. 202 experts européens et internationaux, dont 71 personnels locaux y participent, sous l'autorité du chef de mission Frank van der Mueren, à la formation de près de 3000 membres des forces de sécurité interne locales²⁷. De plus, la mission joue, conjointement avec la délégation de l'UE au Niger, le rôle

²³https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/factsheet_eubam_libya_fr.pdf Consulté le 2/01/2018.

²⁴https://cdn3-eeas.fpfs.tech.ec.europa.eu/cdn/farfuture/oWW4cCke44VgQmYO_aESkDi9SN6UKE2kM8lwiJ6CZEI/mtime:1546853653/sites/eeas/files/181218_mission_factsheet_eutm_rca_sep18.pdf Consulté le 17/01/2019.

²⁵<https://www.operation sophia.eu/mission-at-a-glance/> Consulté le 17/01/2019.

²⁶https://eeas.europa.eu/csdp-missions-operations/eucap-sahel-niger/10961/factsheet-about-eucap-sahel-niger_en Consulté le 17/01/2019.

de secrétariat pour la coordination internationale de la réforme du secteur de la sécurité au Niger.

III.3.3.2. La mission EUCAP Sahel Mali (Mission civile)

Cette mission civile est basée sur la décision du Conseil 2014/219/PESC du 15 avril 2014 et vise à compléter la mission de formation militaire déployée par l'UE localement. Elle développe notamment la formation de personnels locaux en matière de rédaction de textes législatifs, de lutte contre la fraude ou de gestion des frontières notamment. La mission EUCAP Sahel Mali a été lancée le 15 janvier 2015 pour une durée initiale de deux ans. Elle a été prorogée par décision du Conseil 18 septembre 2018 jusqu'au 30 septembre 2020. Elle se compose de 150 personnels (environ deux tiers de personnels européens et un tiers de personnels maliens) sous l'autorité du chef de mission Philippe Rio et a reçu un budget de 29.7 millions d'euros en 2017-2018²⁸. Le Conseil a par ailleurs souligné à plusieurs reprises l'importance de coordonner cette mission avec le G5 Sahel, auquel l'UE a décidé d'accorder un soutien financier de 50 millions d'euros²⁹.

III.3.3.3. La mission EUTM Mali (Mission militaire)

La mission militaire EUTM Mali a été lancée sur base de la décision du Conseil PESC/2013/87 du 18 février 2013. Elle a pour mandat de conseiller et former les forces armées maliennes en vue de les aider à lutter contre les offensives terroristes locales, et à le faire dans le respect des droits de l'Homme et du droit humanitaire. Elle a vu son mandat renforcé en 2018. En effet, le Conseil a non seulement prorogé la mission jusqu'au 18 mai 2020 lors de sa réunion du 14 mai 2018, mais également décidé d'élargir son mandat en y intégrant l'objectif de fournir à la force conjointe du G5 Sahel des conseils et un appui à la formation. L'enjeu est de pouvoir renforcer la coopération régionale afin de mieux faire face aux menaces de sécurité, et notamment à la menace terroriste, dans la région. Son budget a également été fortement revu à la hausse, avec 59.7 millions d'euros pour la période mai 2018-mai 2020³⁰.

La mission EUTM Mali s'appuie sur la contribution de 27 Etats, dont 22 Etats-membres de l'UE, sous le commandement du général espagnol Enrique Millan Martinez entre le 31 janvier 2018 et fin novembre 2018, puis du général allemand Peter Mirow depuis décembre 2018. Elle se compose de 620 militaires déployés pour former leurs homologues maliens.

Le bilan de ces deux missions reste néanmoins mitigé, au regard des regains de tension entre les forces maliennes régulières et les groupes islamistes.

III.3.4. Les missions et opérations de paix de l'UE dans la Corne de l'Afrique

Au titre de son engagement global au profit de la sécurité, et en particulier de la sécurité maritime, l'UE est également présente dans la région de la Corne de l'Afrique.

²⁷ https://eeas.europa.eu/csdp-missions-operations/eucap-sahel-niger/10961/factsheet-about-eucap-sahel-niger_en Consulté le 17/01/2019.

²⁸ <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2017/01/11/eucap-sahel-mali/> Consulté le 17/01/2019.

²⁹ <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-10137-2018-INIT/en/pdf> Consulté le 1/03/2018.

³⁰ http://eutmmali.eu/wp-content/uploads/2019/01/190106-EUTM_Mission_Factsheet_JAN19_FR-website.pdf Consulté le 17/01/2019.

III.3.4.1. La mission EUNAVFOR Atalante (Mission militaire)

La mission EUNAVFOR Atalante a fêté ses dix ans en décembre 2018. En effet, l'UE avait décidé en 2008 de mettre en place l'opération EUNAVFOR Atalante, en accord avec le droit international - en particulier la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer, dite aussi Convention de Montego Bay de 1982, et les résolutions 1814, 1816, 1838, 1846 (2008) et 1897 (2009) adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU - avec le mandat de contribuer à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie³¹. L'opération militaire EUNAVFOR Atalante repose sur la décision du Conseil 2008/851/PESC du 10 novembre 2008, s'appuyant sur les résolutions du Conseil de sécurité. Elle est parfois aussi désignée sous le nom EUNAVFOR Somalia³². Son mandat a été prolongé par le Conseil européen du 30 juin 2018, pour s'étendre jusqu'à fin 2020.

La mission est placée sous le commandement du général Charlie Stickland depuis Northwood (Royaume-Uni) et du vice-amiral italien Giuseppe Rapese depuis juillet 2018 pour le commandement de l'opération. Le commandant de la force est le vice-amiral Alfonso Pérez de Nanclares y Pérez de Acevedo depuis août 2018. La mission repose sur environ 1200 personnes (ses effectifs évoluent en fonction de la taille des bâtiments affectés à la mission), de 4 à 7 bâtiments de guerre et de 2 à 4 avions de patrouilles issus de 22 Etats contributeurs, dont 20 membres de l'UE et deux Etats tiers. Les coûts communs de l'opération s'élèvent à 4,7 millions d'euros en 2018, auxquels s'ajoutent les frais engagés par chaque Etat contributeur (moyens et personnels).

L'opération Atalante est sans doute l'une des opérations militaires les plus efficaces conduites par l'UE ces dernières années. En 2018, deux attaques et quatre événements suspects ont été gérés par le biais de cette mission dont deux de pirates ont pu être appréhendés³³. Pour autant, les causes profondes de la piraterie maritime en Somalie semblent loin d'être tombées en désuétude.

III.3.4.2. La mission EUTM Somalie (Mission militaire)

La mission européenne EUTM Somalie est une mission de formation militaire lancée le 10 avril 2010 sur la base de la décision du Conseil 2010/96/PESC du 15 février 2010, ayant pour objectif l'application de la résolution 1872 adoptée par le Conseil de Sécurité le 26 mai 2009.

Depuis 2010, l'EUTM Somalie a contribué à la formation d'environ 3 600 soldats somaliens. Le 12 décembre 2016, le Conseil de l'Union européenne a prorogé l'EUTM Somalia jusqu'au 31 décembre 2018, la dotant d'un budget de près de 27 millions d'euros pour la période janvier 2017-décembre 2018 (dont 13,5 millions en 2017). Ce cinquième mandat inclut désormais une mission de conseil à destination des autorités politiques somaliennes en vue de mettre en place des capacités à long terme au sein du ministère somalien de la défense et de l'état-major général des forces armées nationales somaliennes. Elle travaille en coordination avec les Nations Unies et l'Union Africaine en Somalie dans le cadre l'AMISOM et la MANUSOM notamment. Elle est commandée depuis le 1^{er} juillet 2018 par le général italien Matteo Spreafico et se compose de 193 militaires issus de 8 Etats membres

³¹ Conseil de l'UE, décision 2008/851/CFSP du 10 novembre 2008, Journal officiel de l'UE, 12 novembre 2008, L 301, p. 35.

³² <https://eunavfor.eu/mission/> Consulté le 23/01/2019.

³³ <https://eunavfor.eu/> Consulté le 23/01/2019.

et d'un Etat tiers (la Serbie). La mission a dû faire face à un attentat le 1^{er} octobre 2018 visant un convoi de formateurs militaires italiens de l'EUTM, qui n'a heureusement dû déplorer aucune perte³⁴. Cet élément est important dans la mesure où il s'agit de la première attaque directe vis-à-vis des forces de l'EUTM Somalie depuis le début de l'opération en 2010.

III.3.4.3. La mission EUCAP Somalie (Mission civile)

La mission européenne EUCAP NESTOR (rebaptisée en 2018 EUCAP Somalie) a été lancée suite à l'adoption de la décision du Conseil 2012/389/PESC du 16 juillet 2012. Son mandat consiste à aider les pays hôtes à développer une capacité autonome pour renforcer leur sécurité maritime, y compris la lutte contre la piraterie et la criminalité maritimes, et la gouvernance maritime. Son quartier général se trouve à Djibouti. La mission EUCAP Somalie a été prolongée par le Conseil européen du 10 décembre 2018 d'une durée de deux ans, jusqu'en décembre 2020, avec un budget de 66,1 millions d'euros pour la période janvier 2019-décembre 2020. Elle est commandée par Maria-Cristina Stepanescu, et se compose de 125 personnels internationaux et 40 personnels locaux issus de 8 Etats-membres de l'UE. Son budget s'élève à 27 millions d'euros pour l'année 2018³⁵.

III.4. Les missions de l'UE au Proche-Orient

L'UE conduit en 2018 deux missions civiles au Proche-Orient, toutes deux sur le territoire palestinien. Ces deux missions s'inscrivent dans la dynamique des efforts plus largement conduits par l'UE en faveur de la reconnaissance d'un Etat palestinien, et visent à augmenter le niveau de confiance entre le gouvernement israélien et les représentants de l'Autorité palestinienne.

III.4.1. La mission EUBAM Rafah (Mission civile)

Cette mission européenne consiste en une mission d'assistance à la frontière entre la bande de Gaza et l'Egypte au point de passage de Rafah. Elle a débuté le 24 novembre 2005 pour un an et a été prorogée plusieurs fois depuis. Son action a longtemps été gelée par une situation fortement dégradée entre l'Egypte et Israël. Mais l'accord signé entre le Fatah et le Hamas le 12 octobre 2017 permet de relancer l'espoir de rendre la mission opérationnelle à nouveau. Son siège est situé à Tel Aviv. Le Conseil européen a prorogé la mission jusqu'au 30 juin 2019³⁶. Cette mission se compose de 8 personnels civils européens, issus de 3 Etats-membres (France, Allemagne, Italie), de 9 personnels locaux autour du chef de mission Günther Freisleben, ancien patron de la police de Karlsruhe nommé à la tête de la mission EUBAM le 8 décembre 2017³⁷. Cette mission est dotée d'un budget de 2,040 d'euros pour la période juillet 2018-juin 2019³⁸. Par ailleurs, l'Office européen anti-fraude (OLAF) a dispensé à une vingtaine de d'officiers supérieurs palestiniens une formation pour lutter contre la fraude transfrontalière (notamment commerciale) en juin 2018³⁹.

³⁴ <https://www.bruxelles2.eu/2018/10/01/un-convoi-de-eutm-somalia-vise-par-un-attentat/> Consulté le 23/01/2019.

³⁵ https://www.eucap-som.eu/wp-content/uploads/2018/05/EUCAP-Somalia-factsheet_-April-2018.pdf Consulté le 23/01/2019.

³⁶ <http://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2018/07/04/palestine-eu-police-mission/> Consulté le 5/03/2018.

³⁷ <https://www.swr.de/swraktuell/bw/karlsruhe/guenther-freisleben-verabschiedet-karlsruhe-polizeipraesident-geht-nach-israel/-/id=1572/did=20777480/nid=1572/19670mc/index.html> Consulté le 5/03/2018.

³⁸ <https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:0abc305a-a87a-46ca-8462-c42b8a57ff6e> Consulté le 23/01/2019.

³⁹ <http://www.eubam-rafah.eu/en/node/5317> Consulté le 23/01:2019.

III.4.2. La mission EUPOL COPPS dans les territoires palestiniens (Mission civile)

Cette mission a démarré le 14 novembre 2005 sur la base de la décision PESC 2005/797/PESC. Son mandat, prolongé par le Conseil européen le 29 juin 2018 pour durer jusqu'au 30 juin 2019, vise la formation de la police civile palestinienne ainsi que le renforcement de la justice pénale et de l'État de droit⁴⁰. Située à Ramallah et dirigée par Kauko Aaltomaa depuis le 1^{er} octobre 2018, la mission EUPOL COPPS s'appuie sur 72 personnels européens et internationaux issus des 27 États-membres de l'UE, ainsi que du Canada, de la Norvège et de la Turquie, et 40 personnels locaux chargés de former la police palestinienne et de fournir une assistance juridique et techniques aux institutions judiciaires palestiniennes afin de renforcer l'État de droit⁴¹. Elle est dotée d'un budget de 12,67 millions d'euros pour la période juillet 2018- juin 2019.

Au total, l'UE s'illustre en 2018 comme un acteur international incontournable en engageant près de 6000 hommes à travers 6 opérations militaires et 10 missions civiles en dehors des frontières européennes, pour un total de près de 900 millions d'euros⁴².

IV. Les missions et opérations de paix de l'OSCE

En 2018, l'OSCE conduit 16 missions en Europe orientale (Ukraine), en Asie Centrale (Kirghizstan) et dans les Balkans (Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Moldavie, Serbie, Macédoine). Elles sont ici présentées en suivant un ordre chronologique, de la plus ancienne mission déployée, à la plus récente. Il ne sera fait état que des missions les plus importantes pour des questions de lisibilité de cette chronique. Certaines missions parmi les 16 déployées par l'OSCE consistent en effet en une simple présence sur le terrain visant à aider le pays hôte à respecter ses engagements vis-à-vis de l'OSCE, comme dans le cas de la présence d'un agent de l'OSCE au Monténégro ou en Serbie par exemple. Toutes les informations complémentaires peuvent être trouvées sur le site institutionnel de l'OSCE⁴³. Ici ne sont abordées que les missions s'apparentant le plus à des volets d'opérations de paix.

IV.1. La mission OSCE-Moldavie

La mission de l'OSCE en Moldavie a débuté le 4 février 1993 suite au conflit qui a éclaté en 1992 entre la Moldavie et la Transnistrie. La mission de médiation de l'OSCE en Moldavie a été prorogée par le Conseil permanent de l'OSCE jusqu'au 31 décembre 2019 par la décision du 29 novembre 2018 (PC.DEC/1312)⁴⁴. Elle est placée sous la direction de Klaus Neukirch depuis septembre 2018. Elle déploie 52 personnels civils dont 13 internationaux et 39 locaux. Le budget de la mission s'élève en 2018 à 2,264 millions d'euros⁴⁵.

⁴⁰ <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2018/06/29/palestine-eu-police-mission-and-eu-border-assistance-mission-extended-for-12-months/> Consulté le 23/01/2019.

⁴¹ <http://eupolcopps.eu/en/content/what-eupol-copps> Consulté le 23/01/2019.

⁴² <https://www.bruxelles2.eu/2019/01/03/les-missions-et-operations-de-la-psdc-budget-personnel-commandement-le-point/> Consulté le 23/01/2019.

⁴³ <http://www.osce.org/where>. Cf. aussi notre chronique 2014-2015 pour le cadre global des missions de l'OSCE : Delphine Deschaux-Dutard, « Les opérations de paix conduites par les organisations régionales euro-atlantiques en 2014-2015 », Paix et sécurité internationales (PSEI), N°3, Mars 2016, <http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=897>

⁴⁴ <https://www.osce.org/permanent-council/70160?download=true> Consulté le 25/01/2019.

⁴⁵ OSCE, *Survey of OSCE field operations*, Rapport annuel 2018, <https://www.osce.org/annual-reports> Consulté le 25/01/2019.

IV.2. La mission OSCEBIH en Bosnie-Herzégovine

La mission OSCEBIH a vu le jour à la suite des accords de Dayton de 1995. Son objectif est de veiller à la tenue régulière des élections, de promouvoir le respect des droits de l'Homme, d'aider au renforcement démocratique de la Bosnie et de s'assurer de la stabilisation militaire, en coopération avec la mission EUFOR Althéa. Pour mener à bien ces tâches, l'OSCEBIH est dirigée depuis le 4 septembre 2017 par l'ambassadeur américain Bruce Berton, et se compose de 323 personnels dont 34 internationaux et 289 personnels bosniaques⁴⁶. L'OSCEBIH couvre 11 thématiques clefs, visant à assurer la démocratisation et la stabilisation de la Bosnie-Herzégovine : l'engagement communautaire et la démocratie locale, la gouvernance et le développement, l'assistance parlementaire, la réforme du système judiciaire, les droits économiques et sociaux, l'éducation, l'assistance à la Bosnie en vue de tenir des engagements envers l'OSCE et les autres institutions internationales (*compliance assistance*), le contrôle des armements, le contrôle parlementaire sur le secteur de la sécurité et de la défense, la réforme du secteur de sécurité et le contrôle des questions de sécurité et de défense. La mission bénéficie en 2018 d'un budget de 11, 647 millions d'euros.

IV.3. La mission OMIK (Kosovo)

La mission de l'OSCE au Kosovo a débuté le 1^{er} juillet 1999 sur base de la décision PC.DEC/305 du Conseil permanent de l'OSCE, elle-même s'appuyant sur la résolution 1244 (S/RES/1244) du Conseil de sécurité de l'ONU du 10 juin 1999. Le mandat de l'OMIK est d'appuyer la mission civile des Nations Unies, la MINUK, visant à administrer le Kosovo et créer un Etat de droit, démocratique et respectueux des droits de l'homme. Il est désormais prorogé chaque mois depuis la décision du Conseil Permanent du 21 décembre 2007 (PC.DEC /835)⁴⁷. L'OMIK est en 2018 la plus importante mission de l'OSCE tant en termes d'effectifs (5 centres régionaux et 30 équipes déployées au niveau des municipalités, ce qui représente environ 117 personnels internationaux et 387 personnels locaux⁴⁸) qu'en termes de budget (plus de 17,414 millions d'euros en 2018)⁴⁹. Elle concerne trois domaines principaux : la promotion et la protection des droits de l'Homme au Kosovo, la démocratisation des institutions (avec une action particulièrement ciblée sur les questions électorales et l'égalité hommes-femmes) et la sécurité publique. L'OMIK est dirigée par l'ambassadeur norvégien Jan Braathu depuis le 1^{er} octobre 2016.

IV.4. La mission OSCE-Ukraine

Débutée le 21 mars 2014, la mission de l'OSCE en Ukraine (*Special Monitoring Mission* ou SMM) prend racine dans le contexte de vives tensions dans ce pays suite au mouvement Euromaïdan. Son mandat a été prorogé plusieurs fois par le Conseil Permanent de l'OSCE, dont la dernière fois le 22 mars 2018 (PC.DEC/1289) pour s'étendre jusqu'au 31 mars 2019⁵⁰. Sous l'autorité de l'ambassadeur turc Ertugrul Apakan, chef de la mission, l'OSCE a en Ukraine la mission de récolter des informations et produire des rapports sur la situation sécuritaire ainsi que de rendre compte des incidents, y compris ceux concernant les

⁴⁶ OSCE, *Survey of OSCE field operations*, <https://www.osce.org/secretariat/74783?download=true> Consulté le 25/01/2019..

⁴⁷ <https://www.osce.org/permanent-council/70160?download=true> Consulté le 25/01/2019.

⁴⁸ <https://www.osce.org/mission-in-kosovo/143996?download=true> Consulté le 5/03/2018.

⁴⁹ OSCE, *Survey of OSCE field operations*, <https://www.osce.org/secretariat/74783?download=true> Consulté le 25/01/2019.

⁵⁰ <https://www.osce.org/permanent-council/70160?download=true> Consulté le 25/01/2019.

allégations de violations des principes fondamentaux de l'OSCE. La mission a aussi pour mandat de suivre la situation des droits humains dans le pays, y compris les droits des minorités nationales. Avec un effectif de départ de 100 personnels, la mission compte aujourd'hui environ 1000 moniteurs. Le budget total de la mission jusqu'à son achèvement prévu en 2018 s'élève à 100,945 millions d'euros (dont 16,151 millions d'euros de contributions volontaires des Etats-membres de l'OSCE)⁵¹.

L'OSCE dispose également en Ukraine d'un Coordonnateur de projet qui a pour tâche la conduite d'actions multiples dans les domaines de la lutte contre le crime organisé, le terrorisme, le trafic d'êtres humains, le contrôle des armes notamment. Cette coordination est assumée par l'ambassadeur lituanien Vaidotas Verba et repose sur 3 personnels internationaux et 47 locaux, depuis septembre 2014, avec une dotation budgétaire de 3,599 millions d'euros en 2018.

IV.5. Mission d'observation aux checkpoints de Gukovo et Donetsk

La mission d'observation de l'OSCE aux checkpoints russes de Gukovo et Donetsk a été lancée le 24 juillet 2014 (décision PC.DEC/1130). Le mandat des observateurs déployés consiste à gérer la frontière entre l'Ukraine et la Russie au niveau des deux checkpoints, et également à examiner les mouvements autour de la frontière. Prorogé plusieurs fois, le mandat de la mission a été étendu à nouveau par le Conseil Permanent de l'OSCE le 3 mai 2018 pour durer au moins jusqu'au 30 septembre 2018 (décision PC.DEL/1291) pour se terminer le 31 octobre 2018. Composée de 22 observateurs et trois personnels administratifs, la mission est placée sous l'autorité du Hongrois Gyorgi Varga. Le budget de cette mission d'observation s'élève en 2016-2018 à 1,501 millions d'euros additionnés d'une rallonge budgétaire de 438 600 euros pour la période mai- septembre 2018⁵².

L'ensemble des opérations de paix conduites en 2018 par les trois organisations de sécurité euro-atlantiques abordées ici vient démontrer combien le rôle des organisations régionales de sécurité reste d'actualité en ce début de XXI^{ème} siècle.

V. Pistes bibliographiques

Pour les lecteurs qui souhaiteraient approfondir le sujet, voici des pistes de lectures supplémentaires classées par organisation, parmi une littérature foisonnante sur l'OTAN et l'UE, et relativement modeste sur l'OSCE.

Un site Internet très précieux sur toutes les opérations de paix, classées par pays, organisations, dates : <http://www.operationspaix.net/>

Sur les opérations de paix de l'OTAN

Delphine Deschaux-Dutard, *Introduction à la sécurité internationale*, Grenoble, PUG, 2018.

Steven Holl, Legal Issues of Multinational Military Operations: The NATO Experience, pp. 209-218, in *Multinationalität und Integration im militärischen Bereich*. Nomos Verlagsgesellschaft mbH & Co. KG, 2018. p. 209-218.

⁵¹ OSCE, *Survey of OSCE field operations*, <https://www.osce.org/secretariat/74783?download=true> Consulté le 25/01/2019.

⁵² OSCE, *Survey of OSCE field operations*, <https://www.osce.org/secretariat/74783?download=true> Consulté le 5/03/2018.

Andrew Wolff, *Invitations to Intervene and the Legitimacy of EU and NATO Civilian and Military Operations*, in *International Peacekeeping*, 2018, vol. 25, no 1, p. 52-78.

Sur les opérations de l'Union Européenne

Voir le blog très complet Bruxelles2 : <http://www.bruxelles2.eu/category/psdc/missions-psdc-defense-ue/>

Delphine Deschaux-Dutard, *L'Allemagne et la lutte contre la piraterie maritime*, in Constance Chevallier-Govers, Catherine Schneider (dir.), *L'Europe et la lutte contre la piraterie maritime*, Paris, Pedone, 2015.

André Dumoulin, Nicolas Gros-Verheyde, *La politique européenne de sécurité et de défense commune. « Parce que l'Europe vaut bien une défense »*, Ed. du Villard, 2018 (chapitres 11 à 15 surtout).

Rapport annuel de l'UE sur les missions et opérations de la PSDC : https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/csdp_annual_report_2018_web_en_2.pdf

Sur les opérations de l'OSCE

Marianne Ducasse-Rogier, *The Operational Role of the OSCE in the Field of Peace-Building: The Case of Bosnia and Herzegovina*, pp. 24-29, in *The Operational Role of the OSCE in South-Eastern Europe*, London, Routledge, 2018.

Terrence P. Hopmann, *The OSCE role in Eurasian security*, in James Sperling, Sean Kay, Victor Papacosma, *Limiting institutions? The challenge of Eurasian security governance*, Manchester, Manchester University Press, 2018.

OSCE, *Survey of OSCE field operations*, Octobre 2018, <https://www.osce.org/secretariat/74783?download=true>